

Résumé analytique



Organisation
internationale
du Travail

Labour Markets, Institutions and Inequality

Building just societies in the 21st century

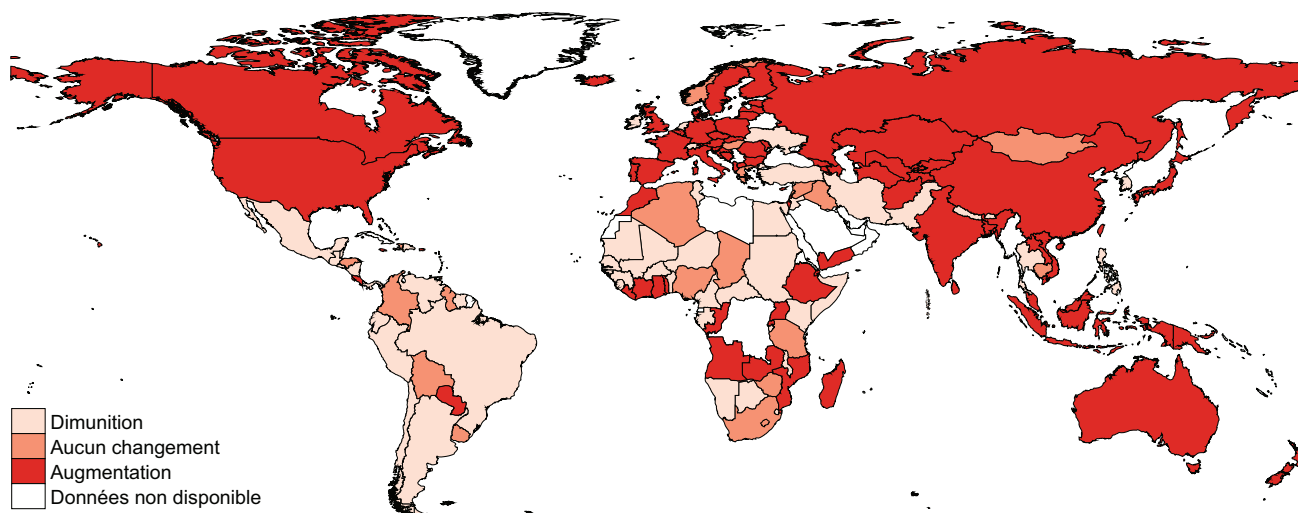
[Le marché du travail, les institutions et les inégalités

Bâtir des sociétés plus justes pour le XXI^e siècle]

Rédigé par Janine Berg

Au fil des décennies, dans la plupart des pays industrialisés – au Canada, aux Etats-Unis, dans la majeure partie de l'Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande –, les inégalités de revenus, telles qu'elles sont mesurées par le coefficient de Gini, ont augmenté. Les inégalités se sont aussi creusées en Asie, y compris en Inde et en Chine, et dans certaines régions d'Afrique. A contrario, elles ont reculé dans l'essentiel de l'Amérique latine et dans quelques pays africains (voir carte). Néanmoins, l'Amérique latine reste la région la plus inégalitaire au monde, juste après l'Afrique australe.

Carte. Evolution des inégalités de revenus, début des années 1990-début des années 2010.



Source: Base de données normalisée sur les inégalités de revenus dans le monde (SWIID), version 4.1.

La montée des inégalités, qui a affecté à la fois la répartition des revenus entre capital et travail, et entre les familles et les individus, a suscité des débats sur les causes et les remèdes possibles. Cette nouvelle publication, s'appuyant sur les conclusions d'experts, aborde les solutions.

L'ouvrage considère que, pour réduire les inégalités, les pays doivent renforcer leurs institutions du marché du travail, définies au sens large, pour inclure les institutions les plus courantes qui régulent le milieu de travail – négociation collective, salaire minimum, type de contrats de travail, réglementation sur le temps de travail – ainsi que des institutions qui permettent de redistribuer les revenus, comme les pensions de retraite, les transferts vers les chômeurs et les pauvres, et les services publics. Le travail étant de loin la principale source de revenus pour les ménages actifs, l'ouvrage prend aussi en considération dans son analyse les politiques de plein emploi.

Dans ce livre, des chapitres examinent comment certaines institutions du marché du travail réduisent les inégalités de revenus, ainsi que la façon dont elles interagissent entre elles pour influencer le fonctionnement des marchés du travail. Ils passent en revue aussi bien les pays industrialisés que les pays en développement et reconnaissent qu'il n'existe pas de modèle «unique» pour réduire les inégalités; au lieu de cela, les politiques doivent être conçues pour refléter les caractéristiques économiques, sociales et institutionnelles des pays en question. Les auteurs soutiennent que les pays peuvent, malgré la pression qu'exerce la mondialisation, juguler les inégalités; ils montrent comment les gouvernements peuvent utiliser toute une gamme de politiques qui se combinent pour atteindre cet objectif.

Les institutions du marché du travail influent sur l'accès des travailleurs au marché du travail

Au niveau le plus immédiat, les politiques destinées à promouvoir le plein emploi contribuent à garantir des débouchés sur le marché du travail. Abaisser le coût du travail ne va pas résoudre le problème du chômage. Les politiques macroéconomiques, commerciales et d'investissement devraient plutôt être élaborées avec l'objectif explicite de soutenir la création d'emplois.

Les travailleurs ont plus de chances d'accéder à ces emplois s'il existe des institutions du marché du travail favorables. Par exemple, la mise à disposition de services publics de garde peut faciliter la capacité des femmes à obtenir et à conserver un emploi rémunéré, avec des conséquences en termes d'égalité des sexes et de revenus. Quand ces services de garde ne sont pas fournis par les pouvoirs publics, les travailleuses ne peuvent pas entrer sur le marché du travail ou ont moins de flexibilité – et donc moins de choix et de pouvoir d'achat – quand elles y accèdent. Si elles commencent à travailler, elles peuvent déléguer leurs responsabilités familiales à d'autres membres du ménage, souvent des femmes, ce qui explique en partie la proportion supérieure de jeunes femmes qui n'ont pas d'emploi et ne suivent ni études ni formation (NEET) dans les familles à faible revenu. D'autres institutions peuvent aussi avoir une incidence sur la participation au marché du travail, en garantissant aux catégories qui ne sont pas en âge de travailler (c'est-à-dire les adolescents et les personnes âgées) la possibilité de ne pas participer. Par exemple, il existe une importante relation négative entre la couverture et le niveau des retraites et le taux d'activité des personnes âgées.

Les institutions du marché du travail affectent les rémunérations sur le marché du travail

La négociation collective et le salaire minimum sont deux institutions qui affectent directement les revenus des travailleurs, comprimant la répartition salariale globale en soutenant les salaires du bas de la pyramide salariale. L'influence des syndicats sur la distribution des salaires dans une économie peut résulter de leur rôle d'acteurs représentant les travailleurs dans les grands débats économiques et sociaux, mais aussi de leur rôle de parties aux conventions collectives négociées à l'échelon de

l'entreprise ou du secteur d'activité. L'influence de la négociation collective va différer selon qu'on est en présence d'un système «étroit», limité aux parties ou à l'unité qui négocient, ou d'un système «inclusif» dans lequel les conventions collectives sont étendues aux travailleurs de l'ensemble du secteur économique, qu'ils soient membres ou pas d'un syndicat.

Le salaire minimum, en garantissant un niveau minimum de revenus à ceux qui se situent au bas de l'échelle des rémunérations, est aussi un outil efficace pour resserrer la distribution des salaires; il sert à réduire la fréquence des faibles rémunérations dans les pays développés et en développement. Plus de 90 pour cent des Etats Membres de l'OIT disposent d'un système de salaire minimum et, même dans les pays en développement où son application laisse à désirer, le salaire minimum contribue à réduire les inégalités.

Le type de contrat de travail exerce aussi une influence sur les conditions de travail et de rémunération. La multiplication des contrats de travail temporaires et de travail à temps partiel peut alimenter les inégalités selon la façon dont ils sont réglementés sur les marchés nationaux. Par exemple, pour le travail à temps partiel, où la réglementation nationale comprend le principe d'égalité de traitement pour les travailleurs à temps partiel, les salaires et les prestations seront versés au prorata et le travailleur sera moins pénalisé. En outre, les politiques qui octroient aux employés le droit de passer au temps partiel et d'en sortir limitent le risque que ces emplois deviennent un piège pour leur carrière.

Se préoccupant de l'équité globale dans la société, le rapport intègre des chapitres qui analysent comment les institutions du marché du travail influencent la situation des femmes, des jeunes et des travailleurs migrants sur le marché du travail. Les auteurs ont constaté que le salaire minimum, la négociation collective et les politiques qui protègent les travailleurs temporaires ou à temps partiel permettent d'accroître les rémunérations de ces travailleurs, tout en limitant la dispersion générale des revenus sur le marché du travail – remettant en question l'affirmation selon laquelle la réglementation du marché du travail nuit à ces groupes.

Les politiques redistributives affectent les revenus sur et en dehors du marché du travail

Les politiques sociales redistributives sont le principal outil dont disposent les gouvernements pour modifier la répartition des revenus. Ces politiques permettent de lisser les revenus aux différentes étapes de la vie et de préparer les travailleurs à affronter d'éventuels imprévus. Tout en agissant directement sur les revenus familiaux, les politiques sociales peuvent aussi avoir une incidence indirecte sur les revenus par leur influence sur le marché du travail. Les programmes d'assistance sociale sont susceptibles de soulager la situation désespérée des travailleurs et donc leur propension à être victimes de travail forcé ou d'autres formes d'exploitation. Les indemnités de chômage peuvent améliorer l'adéquation au marché du travail ainsi que l'aptitude des travailleurs à négocier de meilleurs salaires; les programmes de garantie de l'emploi peuvent améliorer le respect du salaire minimum. Les prestations liées à un emploi, d'un autre côté, risquent de servir de subvention aux bas salaires versés par les employeurs, à moins qu'elles ne soient complétées par d'autres politiques comme les salaires minima.

Les gouvernements font preuve d'un engagement variable envers la redistribution, avec des régimes fiscaux et des systèmes de sécurité sociale – les deux principaux outils de la redistribution fiscale – qui diffèrent grandement au niveau de la taille et de l'étendue selon les pays. L'ouvrage fournit des données qui montrent, par exemple, comment en Amérique latine et en Asie de l'Est les impôts et les transferts sociaux ont peu d'effet sur la réduction du coefficient de Gini (une réduction d'à peine 0,02 point de pourcentage), indiquant qu'il s'agit d'un instrument politique sous-développé. L'Europe et l'Amérique du Nord dépendent davantage des impôts et des transferts sociaux, mais la conception

et l'impact redistributif de leurs systèmes diffèrent. Alors que l'Europe s'appuie davantage sur les transferts pour réduire les inégalités, les Etats-Unis et le Canada comptent sur les impôts. La performance générale en termes de redistribution est bien meilleure en Europe, ce qui aboutit à une réduction du coefficient de Gini de 0,20 point de pourcentage ou plus dans certains pays.

La capacité de redistribution des politiques sociales est également tributaire de leur conception, y compris par la combinaison de formes publiques et privées de protection, et de l'existence ou non de garanties minimales pour tous. Beaucoup de pays en développement ont récemment amplifié leurs programmes d'assistance sociale, ce qui est une évolution bienvenue au vu de leur efficacité pour réduire la pauvreté. Mais, en raison du faible niveau des prestations, ces politiques doivent être complétées par d'autres mesures de protection sociale susceptibles de fournir un appui étendu aux travailleurs et d'avoir un plus grand effet redistributif.

La volonté politique est indispensable

Les pays disposent d'une large gamme de politiques distributives et redistributives qu'ils peuvent adapter s'ils veulent bâtir des sociétés plus justes. Le choix d'un arsenal politique adapté est une première étape importante, et cet ouvrage s'efforce d'aider les responsables politiques à la franchir. Toutefois, mettre en œuvre la bonne combinaison exige de la volonté politique et de l'engagement pour promulguer ou renforcer les lois et les politiques susceptibles d'accroître les revenus du travail et de protéger ceux qui sont en dehors du marché du travail. Alors seulement, des sociétés justes pourront être garanties.

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

